

La campagne électorale se « présidentialise »



C'est la logique même que je sois candidat Premier ministre

Jan Jambon, N-VA

”



Charles Michel est le candidat du MR au poste de Premier ministre

Georges-Louis Bouchez, porte-parole de campagne du MR

”



Kristof Calvo, Premier ministre ? Il ferait ça très bien

Meyrem Almaci, présidente de Groen

”



Je suis candidat à la ministre-présidence flamande, si l'électeur le souhaite

Bart De Wever, N-VA

”



Je suis candidate ministre-présidente. J'ai été ministre 10 ans et je veux fédérer les forces

Hilde Crevits, CD&V

”



Si Ecolo est en mesure de revendiquer la ministre-présidence bruxelloise, je prendrai mes responsabilités

Zakia Khattabi, Ecolo

”



Je me battrais pour que le PS soit la première famille politique de la Région, et bien sûr, je serai candidat ministre-président bruxellois

Rudi Vervoort, PS

”

Il ne se passe quasiment plus un jour sans qu'un candidat se déclare au poste de Premier ministre ou de ministre-président. Un signe que la « présidentialisation » touche aussi la politique belge.

BERNARD DEMONTY

Via leur porte-parole de campagne, leur président de parti ou en personne : les responsables politiques se succèdent quasi chaque jour pour annoncer leur candidature à une fonction suprême, Premier ministre ou ministre-président. De Jan Jambon à Charles Michel (via son porte-parole de campagne), en passant par Bart De Wever, Zakia Khattabi ou Rudi Vervoort : les candidats sortent du bois.

Le phénomène est particulièrement visible dans cette campagne où l'on atteint une intensité nouvelle, même si le phénomène s'est engagé il y a une vingtaine d'années. « Avant les années 2000, c'était moins marqué », se souvient Pascal Delwit, professeur de sciences politiques à l'ULB. « Il n'y avait eu que deux élections régionales et, côté fédéral, la question qui se posait, c'était de savoir qui, au sein du CVP (devenu CD&V) allait devenir Premier ministre. »

Pas propre à la Belgique

Puis le phénomène s'est amplifié. « Mais ce n'est pas propre à la Belgique », poursuit Pascal Delwit. « Dans les pays de tradition majoritaire, et même ailleurs, comme en Allemagne, on a assisté à une "présidentialisation" des scrutins. » Puis la situation a progressivement évolué.

« En 2003, on a assisté à une lutte entre Guy Verhofstadt (VLD) et Stefaan De Clerck (CD&V). Puis, en 2007, entre Guy Verhofstadt et Yves Leterme (CD&V). »

La personnalisation des campagnes s'installait. « D'autres luttes entre personnalités avaient également lieu dans un autre match : les élections pour le Sénat », rappelle Emilie Van Haute, directrice adjointe du Cevipol (ULB). « On assistait à de véritables guerres des chefs car les "premiers ministrables" se plaçaient sur les listes sénatoriales, parce que les circonscriptions électorales étaient communautaires et non provinciales. » Une manière de s'offrir un éventuel plébiscite à très large échelle.

Cette « présidentialisation » s'est ensuite encore intensifiée, ajoute Emilie Van Haute : « D'un point de vue linguistique, d'abord. Pendant très longtemps, on n'a pas imaginé qu'un Premier ministre puisse être francophone. Puis Elio Di Rupo et ensuite Charles Michel ont accédé à la fonction. Cela a ouvert le jeu côté francophone. »

Ouverture du jeu aussi côté flamand : petite à petit, le monopole historique du CVP s'est étiolé, ce qui a permis aux autres partis de revendiquer le poste. Ajoutons à cela que le plus grand parti, la N-VA, a des difficultés à accepter une fonction symbolisant la Belgique et on mesure l'éventail de possibilités ouvertes

aux autres grands partis qui se disputent la deuxième place dans un mouchoir de poche. On constatera du reste que dans cette campagne, même la N-VA a revendiqué le poste de Premier ministre fédéral. « Je crois que c'est la première fois qu'un candidat Premier ministre donne ses intentions aussi clairement », constate Pascal Delwit.

Du côté des Régions, les annonces de candidatures se multiplient aussi. C'est très visible en Flandre : Bart De Wever (N-VA) brigue le poste, Hilde Crevits (CD&V) s'est inscrite dans son sillage bien qu'avec des chances très limitées. « Il faut sans doute y voir la volonté, côté flamand, de former un gouvernement très vite après les élections », analyse Carl Devos professeur de sciences politiques à l'université de Gand. « En formant très vite une coalition, c'est une façon de prendre une option sur le fédéral et d'y barrer la route à la gauche. »

Une bonne chose ?

Côté bruxellois, le jeu est aussi très ouvert, avec foison de candidatures, sur tout le spectre politique. Il faut peut-être y voir le fait que le nombre de partis et de candidats qui peuvent accéder à la ministre-présidence est élevé. Nettement plus qu'en Wallonie, ce qui explique la plus grande frilosité des candidats éventuels (Willy Borsus, Jean-Claude Mar-

court) à se positionner explicitement.

Reste à voir si cette personnalisation est une bonne chose. Pascal Delwit n'en est pas convaincu. « Comme citoyen, je préférerais qu'on débâte des idées, moins des personnes. Cela donne parfois des échanges peu glorieux sur les réseaux sociaux. Comme politologue, je constate des attentes, notamment médiatiques, de voir les personnalités se positionner. »



Je vais faire en sorte que les libéraux soient le plus grand parti politique de Bruxelles en 2019. Si nous y parvenons, alors je prendrai mes responsabilités

Didier Reynders, MR

”



Je suis candidat ministre-président bruxellois

Bernard Clerfayt, Défi

”